



# Pumpernickel

## Un demi-millier !

**N**OMBRE INVRAISEMBLABLE, mais pourtant bien réel, c'est celui des licenciements qui ont touché l'Outre-Forêt ces 18 derniers mois. Faites le compte, et vous constaterez qu'il ne s'agit pas là d'exagérations démagogiques ou d'entretenir on ne sait quelle phobie. Les PSE [ plans de sauvegarde de l'emploi ] qui sont le plus souvent des PAL [ plans d'accompagnement des licenciements ] se multiplient et s'accroissent. Partout, quel que soit le secteur d'activité, les délégués syndicaux sont pris entre le marteau de la mise à la porte et l'enclume de la plus grosse indemnité extra-légale.

Que faire ? Choisir la posture de l'autruche en attendant que ça passe et qu'on en ait terminé avec les " dégraissages " [ merci pour les " dégraissés " ! ], ou se défendre malgré tout, dans le cadre de négociations déséquilibrées. Quel que soit le camp, le silence sur cette question est dévastateur, c'est la raison de ce supplément dans lequel la parole est donnée à des délégués syndicaux, l'un du privé, l'autre du para-public ainsi qu'au maire de Wissembourg.

Il n'est pas question de prétendre à l'exhaustivité, mais simplement d'informer pour susciter dialogue, réflexion et proposition.

## Et l'Europe sociale ?

**E**N PLUS d'une Bérézina démocratique [ la droite française, moins d'un tiers des votants, 10% du corps électoral, " triomphe " avec 4,5 millions de voix ! ], une des leçons de la farce de début juin est l'absence de toute référence autre que verbeuse à un vrai projet social européen. Exit l'embryon d'un salaire minimum, terminée la couverture maladie, oubliée la protection contre le dumping fiscal aux conséquences désastreuses pour l'emploi, finie la " moralisation " du capitalisme, l'oxymore en vogue dans les beaux quartiers.

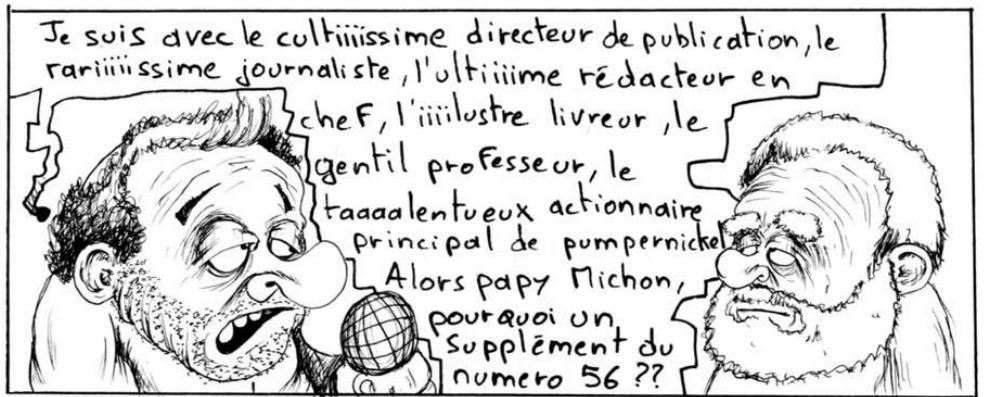
Tout se passe comme si rien ne s'était passé : une course à l'échalote est engagée entre un ludion " libéral-libertaire " [ c'est ainsi que se définissent les vieux vivant sur la légende qu'ils écrivent de leur engagement passé ] et Monsieur le président de la République qui est d'abord l'obligé des plus grosses fortunes de France. On est reparti pour de vaines querelles quotidiennes, vides de sens, sans autre objectif que d'enfumer un peu plus les victimes d'un système dont les hoquets actuels sont comme les râles d'une agonie qui n'a que trop duré.

La question n'est pas de savoir si un ancien maoïste, recasé chez les héritiers politiques de la dictature portugaise, va ou non être reconduit dans son rôle de premier larbin des spéculateurs financiers. C'est plutôt d'imposer à ceux qui sont à l'origine du désastre social qu'ils passent la main, car ils ont, de fait, perdu toute légitimité [ la façon dont ils se déplacent protégés par des rideaux de " forces de l'ordre " n'en est-elle pas l'aveu le plus éclatant ? ].

Les prochaines années de la mandature, du fait de l'arrogance de ceux qui s'essuient les pieds sur le suffrage universel, promettent d'être malheureusement riches en agressions de toutes natures contre les acquis sociaux durement gagnés et chèrement payés par un siècle et demi de combat syndical. Faisons-leur savoir que pour nous, Europe se conjugue au mode social.

Pumpernickel

**Pumpernickel**  
directeur de publication :  
Antoine Michon  
paraît 5 fois par an  
dépôt légal : à  
parution  
n° ISSN : 1271-  
6332  
1, rue Saint-Jean  
67160  
Wissembourg



abonnement : 1 an, 5 numéros :  
3 euros / soutien : 6 euros  
pumper.nickel@laposte.net  
pumpernickel.fr  
reprographié à 500 exemplaires  
par "medialogik"  
Husarenlager 6a  
D - 76187 Karlsruhe  
tél. : (0049) 721 53 12 992 ;  
fax : (0049) 721 53 12 993 ;  
medialogik.tv

### sommaire

|   |     |
|---|-----|
| demi-millier                                    | p.1 |
| europe sociale !                                | p.1 |
| Bürstner : le point de vue<br>d'un syndicaliste | p.2 |
| question  | p.2 |
| l'ONF à Wissembourg sur<br>le départ            | p.3 |
| quelle poste ?                                  | p.3 |
| point de vue de la munici-<br>palité            | p.4 |

Les articles publiés dans **Pumpernickel** peuvent être reproduits sous réserve de mention de provenance.

### pour information

N'oubliez pas de réserver une petite place pour les VI<sup>èmes</sup> rencontres de Pumpernickel qui se tiendront le dimanche 6 septembre 2009, à partir de 14h00, 1 rue Saint-Jean à Wissembourg. La tarte flambée sera assurée par les amis d'ADSM [Action pour le Développement de la Solidarité dans le Monde] engagés dans un projet d'école au Togo. Musiques, dessins (en direct), amusement, humour, dérision, hilarité et toutes ces sortes de choses !



# Malaise à l'ONF

Le secteur public, ou parapublic, n'est pas épargné par la vague de dérégulation mise en œuvre par les disciples de Madame M. Thatcher ou Monsieur R. Reagan.

La visite de Monsieur le président de la République a permis au SNUPFEN qui syndique les forestiers, de donner de la voix. Rencontre.

**F**IN OCTOBRE 2008, des dizaines de forestiers investissaient Wissembourg à l'appel du SNUPFEN [ syndicat national unifié des personnels des forêts et de l'espace naturel, affilié à l'union syndicale Solidaires ] pour protester contre la fermeture annoncée dans la précipitation la plus totale du site de Wissembourg. Portant un cercueil, la troupe faisait halte à la mairie où elle remettait une clef symbolique à Monsieur C. Gliech, puis à la sous-préfecture pour y remettre une motion à la représentante du gouvernement. La décision intervenait alors que l'on venait de rapporter la décision d'emménager dans les locaux de l'ancienne Commanderie pour finalement rester dans ceux de l'ancienne prison, voisine du futur ex-tribunal d'instance. Oui, c'est un peu compliqué, mais cela doit être écrit pour bien fixer dans quel mépris on tient les responsables des collectivités territoriales auxquelles un État défaillant "délègue" ses charges.

**Quelques mois plus tard**, le président de la République en promenade médiatique en Alsace, protégé des sifflets et de l'impopularité par des rideaux de "forces de l'ordre" habillées en Robocop, lisait son hebdomadaire discours du siècle écrit par l'une de ses "plumes". Il pérorait sur la filière bois, et avait par conséquent refusé de rencontrer les forestiers en lutte [ grèves, blocages de ventes, débats ] depuis 9 mois.

## La raison de la colère ?

L'ONF date de 1966, et doit, depuis la loi d'orientation forestière de 2001, faire des gains de productivité, se "réorganiser", se "restruc-



turer". À la suite de la tempête de 1999, de gros efforts ont été faits, et l'entreprise a recommencé à gagner de l'argent sans pour autant mettre en péril le capital "bois" qui se gère à l'échelle du siècle. Le 1<sup>er</sup> octobre 2008, la direction régionale de l'ONF a décidé de supprimer le site de Wissembourg, et de regrouper celui de Haguenau sous l'appellation de "Nord de l'Alsace" avec un siège à Saverne pour la gestion patrimoniale, pour le marquage et la préparation. Il existera alors une unité de travaux, pour les coupes, à Lembach. La nouvelle "organisation" revient à scinder le fonctionnement qui se "pilarise" au lieu d'être transversal comme ça a toujours été le cas. Les agents devront recourir au télétravail ou au déplacement pour consulter les collègues.

**Tout cela doit s'envisager** dans un cadre qui dépasse largement Wissembourg. Il s'agit pour l'État de ne conserver qu'une part des missions régaliennes qui sont définies dans l'accord général sur le commerce et les services, c'est-à-dire la justice, la police et l'armée. Le reste doit être démantelé et privatisé. On en aura alors fini de cet esprit qui inspirait Colbert lorsqu'il faisait planter la Forêt de Tronçay pour que la France puisse disposer, deux siècles plus tard, des matériaux qui feraient d'elle la première puissance maritime mondiale ! Rappelons aussi 1824 et la fondation de l'école nationale du génie rural, des eaux et des forêts de Nancy, ou encore ce château du 18<sup>ème</sup> de Nogent-sur-Vernisson dans le Loiret, acquis par l'Etat en 1866 pour y ins-

taller en 1873 l'école primaire de sylviculture, dite Ecole des Barres, dite aussi Ecole Nationale des Ingénieurs des Travaux des Eaux et Forêts, où a été planté un arboretum remarquable. On comprend que tout cela dérange les apôtres de la rentabilité immédiate.

**C'est à un véritable télescopage des logiques** que l'on assiste, avec d'un côté le long terme, la patience, la gestion parcimonieuse, et de l'autre, les mots d'ordre dogmatiques de myopes sans lunettes qui veulent couper, couper, couper pour vendre, vendre, vendre. Comme si l'exemple des Allemands ou pire, des Autrichiens, qui pratiquent les coupes à blanc, sans discernement, ne suffisait pas.

Les personnels assistent démunis, dans l'indifférence générale, à la casse systématique et méthodique de ce qui a été construit par une bonne dizaine de générations de forestiers. Tout se fait au nom de la RGPP, révision générale des politiques publiques, qui doit "générer dès 2009 un gain de 30 600 équivalents temps pleins", après qu'on aura posé les 7 questions magiques : que faisons-nous, quels sont les besoins et les attentes collectives, faut-il continuer à faire de la sorte, qui doit le faire, qui doit payer, comment faire mieux et moins cher, quel doit être le scénario de transformation. Concrètement, les employés de l'ONF qui habitent Wissembourg devront prendre leur voiture pour aller travailler à Haguenau en assistant à un énorme gâchis humain, écologique et économique.

Dans une dizaine d'années, les 2/3 des chefs de triage qui ont plus de 50 ans partiront en retraite sans être remplacés. Ils emmèneront avec eux leur savoir-faire et la mémoire de la profession. Il en résultera un déséquilibre dont la forêt paiera le prix. Avec elle, en plus de la filière bois à l'origine du déplacement présidentiel que tout le monde a déjà oublié, c'est un pan supplémentaire de l'édifice social qui est mis par terre.

## La Poste ? Oui, mais laquelle ?

Question légitime qu'il faut se poser alors que se profile la mise en pièce d'un service public inventé par ... Louis XI ! Comme le disait fort à propos un "client", ci-devant usager, l'autre jour dans ce qui reste de bureau, "tous ces trucs historiques, on n'en a rien à faire !". Alors que les boîtes à lettres ont été supprimées à l'intérieur, les employés sont scindés en quatre entités distinctes. Le guichet n'a plus à voir avec la distribution, c'est tout juste s'il est encore prévu de se parler entre ex-collègues. Les horaires sont "négociés" avec les collectivités locales, qui ont accepté leur réduction de 10% à Wissembourg, pour compenser le maintien, provisoire, d'une agence dans une commune voisine. La tarification est en discussion. Avec le chaos causé par la fin du monopole l'an prochain, la fermeture à moyen terme du bureau, comme c'est le cas dans les pays voisins, est envisagée. Tout est programmé, sauf la façon dont on va faire respecter un principe canonique, celui du secret de la correspondance ! Quelle importance pour ceux qui se gargarisent de jargon pseudo-financier, et dont le seul but est de faire cracher du dividende !

# Petit tour à la mairie

**Pour compléter ce rapide tour d'horizon**, il a paru opportun d'aller demander son avis au maire de Wissembourg. En effet, les élus sont souvent au premier plan des photos quand ça va bien, ils ont bien le droit de s'exprimer quand ça va mal. Vous retrouverez ci-dessous une retranscription aussi complète que possible de cette longue conversation.

**U**NE BONNE HEURE d'entretien n'était sans doute pas de trop pour faire le point. Cette crise, d'une ampleur sans précédent, tous secteurs de toutes tailles confondus, ne le laisse pas indifférent.

**Localement, nous sommes préservés**, avec un niveau de chômage inférieur à la moyenne nationale. Lorsque les problèmes se sont présentés, ils ont été résolus. Ainsi, les anciens employés de Wimétal ont-ils à peu près tous retrouvé un emploi.

Comme on a changé d'époque, et que les 30 glorieuses sont derrière nous, les collectivités territoriales, qui ont le devoir d'offrir des perspectives, savent qu'elles imaginer imaginer un autre avenir économique et industriel. Le travail, c'est d'être en état de veille, de susciter les propositions, et de juger de leur sérieux quand elles se présentent. Mais il paraît évident, selon Monsieur C. Gliech, qu'il est illusoire que d'autres grandes entités industrielles s'installent à Wissembourg comme dans le passé.

Ici, avec des entreprises peu engagées dans le circuit financier spéculatif, les risques sont structurellement moins grands. Elles sont situées dans des secteurs de haute technologie ou très automatisées, l'option de délocalisation reste éloignée. Tout cela engage la commune à se poser en initiateur, en catalyseur, en "facilitateur" qui donnera à ceux qui ont des projets l'envie de s'installer à Wissembourg, où les atouts restent nombreux : équipements collectifs, services publics, tissu commercial, voies de circulation et dynamisme culturel.

**La municipalité a des projets** principalement dans le domaine énergétique. Comme cela a été annoncé, une étude de faisabilité est en cours pour une solution géothermique globale. À la fois industrielle et domestique, il s'agirait de s'engager vers la constitution d'un réseau de chaleur, avec production éventuelle d'électricité et chauffage de serre, avec une énergie propre et inépuisable. Ce type de solution, en allégeant la facture énergétique des entreprises dans des proportions souvent impressionnantes [ pour le projet en cours, il s'agirait des 3/4 ! ] pérennisera leur présence à Wissembourg.

Un autre gisement d'emploi se trouve au cœur des 3 000 ha de forêt dont Wissembourg a la gestion. Il y a là, en procédant à une exploitation ciblée respectueuse de la régénération du milieu de quoi alimenter un réseau de chaleur et promouvoir le bois

Ce qui suit reflète l'avis de la municipalité. De son côté, Pumpernickel est d'un autre avis, celui d'une société de sobriété, économe de matières premières, à faible empreinte écologique. C'est ce que l'on résume par "moins vite, moins loin, moins souvent". Il est cependant nécessaire d'ouvrir un débat qui s'impose, surtout quand les drames s'ajoutent à la détresse.



comme matériau de construction.

Ces nouvelles énergies donneraient lieu à la mise en place d'une gestion confiée à des professionnels, comme Électricité de Strasbourg, sous la forme de sociétés d'économie mixte ou de sociétés coopératives d'intérêts collectifs qui impliqueraient les utilisateurs en plus de la collectivité territoriale.

**Il s'agit de dynamiser l'activité** y compris dans le domaine du tourisme où des progrès peuvent être faits. On ne sait pas assez qu'un site historique comme "la Ligne Maginot" est mondialement connu. Il doit donc être intégré au programme des voyageurs, en particulier de ceux qui viennent d'Extrême-Orient. Ces gens, qui représentent une manne touristique impressionnante doivent pouvoir trouver ici le motif à un détour quand ils font leur circuit de découverte de l'Europe. Leur proposer hébergement et produits dérivés est aussi un moyen de conserver ici de l'activité. C'est au programme de la réflexion de la municipalité qui envisage de porter cela au niveau intercommunal qui doit être celui de l'intervention pratique et de la mise en œuvre.

**Mais aussi culture et logement**, car on ne peut pas imaginer développement sans que des infrastructures complètes soient proposées à celles et ceux qui viendront s'installer à Wissembourg. C'est comme cela qu'il faut comprendre le programme de restructuration de relais culturel dont la vocation doit être complétée par une offre en matière de séminaires, formations et accueil de groupes. De même, le projet de zone d'aménagement concerté au Steinbaechel doit-il être compris comme faisant

partie d'un tout, quand on sait qu'il s'articule sur une démarche "approche environnementale de l'urbanisme", sorte de carte de visite de la municipalité.

**Parler "emplois"**, c'est aussi parler services publics dont quelques-uns sont en sur-sis. La municipalité veut par exemple promouvoir la modernisation de la ligne de chemin de fer pour mettre Wissembourg à moins d'une heure de Strasbourg. Le train doit absolument concurrencer la voiture. C'est aussi respecter les engagements du SCOTAN [schéma de cohérence territoriale de l'Alsace du Nord] qui préconise 50 nouveaux logements par an à Wissembourg pour les prochaines années. Ainsi l'objectif de 10 000 habitants est-il envisageable. L'aménagement de la seconde tranche de la zone artisanale, confiée à un promoteur spécialisé procède de la même démarche.

**Pour revenir à la question de Bürstner**, à qui nous ne pouvons pas interdire de licencier, nous faisons jouer la solidarité indirectement en adaptant les conditions pour que de nouveaux investisseurs s'installent à ici. En même temps, la ville a maintenant une politique sociale qui s'adresse à tous ceux qui ont besoin du coup de pouce collectif, sans distinction. Et promet un développement s'appuyant sur l'intercommunalité.

1<sup>ER</sup> NOVEMBRE 2002 - 9 JUILLET 2009  
Après 2443 jours de fermeture,  
les Wissembourgeois savent  
que le musée Westercamp  
n'est pas un taudis,  
et qu'il rouvrira en 2013 ! Sans blague ?

 **Sources Mixtes**  
Groupe de produits issu de forêts bien gérées  
et d'autres sources contrôlées  
www.fsc.org Cert no. SGS-COC-1349  
© 1996 Forest Stewardship Council

**Pumpernickel** est imprimé  
sur du papier issu de la  
sylviculture intelligente.